

**Séance ordinaire du  
mardi 3 avril 2018**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le trois avril, les membres  
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont  
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Pascal KRZYZANSKI ayant donné pouvoir à Mylène CHARDES, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Thibault RASSAT.

**Excusés :** Patrick VIGNAL.

**FONCIER**

**Zone d'aménagement concerté Port Marianne - République  
Arrêt du dossier d'enquête parcellaire**

Dans la continuité du développement de son territoire vers l'Est et vers la façade maritime, la Ville a initié l'aménagement d'un nouveau quartier sous la forme d'une Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) Port Marianne - République en cohérence avec le schéma de secteur de Port Marianne. Le site retenu pour la réalisation de cette opération permet d'envisager le développement urbain attendu et la réponse aux besoins en logements et en emplois d'une population en croissance.

Le projet s'intègre au quartier de Port Marianne, et à l'unité fonctionnelle constituée de la ZAC Port Marianne - Rive gauche, de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, de la ZAC Port Marianne Jacques Coeur et désormais de la ZAC Port Marianne - République.

Ce secteur d'aménagement s'articule autour de la place Pablo Picasso et des voies de desserte adjacentes, l'avenue Raymond Dugrand et l'axe des avenues Théroigne de Méricourt et Nina Simone.

La Ville de Montpellier a décidé par délibération en date du 22 décembre 2008 d'approuver le projet de ZAC Port Marianne – République, puis de désigner, par délibération du 19 février 2015, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier, devenue Société d'Aménagement de Montpellier

Méditerranée Métropole, concessionnaire d'aménagement de l'opération. Le traité de concession a été signé le 7 avril 2015.

Par suite, par délibération du Conseil municipal en date du 20 Octobre 2016, la Ville a :

- arrêté le dossier d'enquête publique environnementale préalable à la demande de déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme ;
- demandé à Monsieur le Préfet de l'Hérault d'engager les procédures administratives préalables à la demande de déclaration d'utilité publique environnementale valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme et d'ouvrir l'enquête publique environnementale préalable à la déclaration d'utilité publique ;
- sollicité de Monsieur le Préfet de l'Hérault, l'obtention de la déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme qui s'attache à l'opération.

Par arrêté préfectoral n°2017-I-1206 en date du 25 octobre 2017, Monsieur le Préfet de l'Hérault a ordonné l'ouverture d'une enquête publique unique préalable à une déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier concernant le projet d'aménagement de la ZAC Port Marianne – République.

Ladite enquête publique s'est déroulée du lundi 20 novembre au vendredi 22 décembre 2017. Le Conseil municipal lors de la présente séance a approuvé la déclaration de projet préalable à la demande de déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme.

Afin de poursuivre la procédure, il convient désormais d'arrêter le dossier d'enquête parcellaire en vue d'obtenir un arrêté de cessibilité des parcelles à acquérir dans le cadre de la réalisation de la ZAC Port Marianne – République.

En application de l'article R 131-3 du code de l'expropriation, l'enquête parcellaire, distincte de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, a pour but de procéder contradictoirement à la détermination des parcelles à exproprier, ainsi qu'à la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et des autres intéressés, nécessaires à la finalisation de l'opération d'aménagement portant sur la ZAC Port Marianne – République.

Elle s'adresse spécifiquement aux propriétaires en vue d'acquérir la totalité des terrains d'assiette du projet.

Le dossier à déposer à la Préfecture pour la mise à l'enquête publique parcellaire comporte :

- 1- Un plan parcellaire
- 2- Un état parcellaire
- 3- Un plan de situation
- 4- Une notice explicative du projet

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'arrêter le dossier d'enquête parcellaire de la ZAC Port Marianne - République;
- de demander à Monsieur le Préfet de l'Hérault, l'ouverture de l'enquête parcellaire visant à obtenir un arrêté de cessibilité des parcelles à acquérir dans le cadre de la réalisation de la ZAC Port Marianne - République ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 avril 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Délibération avec tampon Préfecture
- Dossier d'enquête parcellaire avec tampon Préfecture

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.